

KOSKIE MINSKY

5 avril 2019

Andrew J. Hatnay
Fax: 416-204-2872
ahatnay@kmlaw.ca

Madame, Monsieur :

**Objet : Mines Wabush – Instance en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C., 1985, c. C-36 (« LACC »)
Émission de relevés d'impôts incorrects**

Il a été porté à notre attention par des anciens employés et retraités que les relevés d'impôts qui vous ont été envoyés par courrier par le Contrôleur indiquant les paiements (aussi appelés « distributions ») effectués en 2018 dans le cadre du plan de compromis en vertu de la LACC comportent certains montants reportés à tort comme étant taxables.

Pour rappel, nous avons préparé et soumis des réclamations au nom des employés non-syndiqués et des retraités dans le cadre du processus de réclamation en vertu de la LACC pour des pertes dues à l'arrêt : a) des prestations maladie, b) de l'assurance-vie, c) des prestations pour régime supplémentaire de retraite et, d) des remboursements pour hébergement impayé. La distribution par le Contrôleur pour chaque réclamation est sujette à différents traitements fiscaux, et ceux-ci doivent être correctement reportés sur les relevés d'impôts sinon l'individu pourrait être amené à payer plus d'impôts que nécessaire.

Le Contrôleur nous a informés qu'il a reporté la totalité du paiement effectué pour toutes les différentes réclamations listées ci-dessus en un seul montant à la case 67 du relevé d'impôts, selon la méthodologie qui lui avait été préalablement confirmée par l'Agence du Revenu du Canada et par Revenu Québec. Ceci est néanmoins incorrect étant donné qu'un montant reporté à la case 67 est pour les allocations de retraite et qu'il est taxable, à moins que le montant dans la case soit transféré vers un compte de retraite immobilisé par l'employeur.

De notre point de vue, certaines distributions comprises dans ce montant total renvoient à des montants non taxables et, par conséquent, n'auraient pas dû du tout être déclarées sur le relevé d'impôts. Vous vous souvenez peut être que, en novembre 2018, nous vous avons informé les anciens employés et les retraités que les distributions pour réclamations suite à l'arrêt de l'assurance-vie et des remboursements de logement impayé n'étaient pas considérées comme taxables, et qu'aucune retenue d'impôts n'était prélevée à la source par le Contrôleur sur ces distributions aux anciens employés et aux retraités.

Toutes les autres distributions payées telles que la distribution pour les prestations-maladie ayant pris fin sont considérées comme taxables et devraient être reportées sur le relevé d'impôts.

Le Contrôleur nous a informés qu'il était en contact avec l'Agence du Revenu du Canada et Revenu Québec pour traiter de ce sujet et qu'ils s'efforcent à résoudre les problèmes concernant le relevé d'impôts. Ils enverront une lettre aux anciens employés et aux retraités pour leur apporter des explications approfondies qui peuvent être nécessaires.

KOSKIE MINSKY

Si vous n'avez pas déjà complété votre déclaration d'impôts sur le revenu pour 2018, nous vous suggérons d'attendre de recevoir le courrier du contrôleur qui est prévu pour mi-avril 2019, avant de compléter votre déclaration.

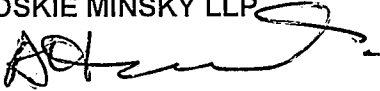
Si vous avez déjà complété votre déclaration d'impôts, le courrier du Contrôleur contiendra des explications de l'Agence du Revenu du Canada et de Revenu Québec sur la façon de modifier votre déclaration d'impôt si nécessaire.

Veillez continuer à consulter les mises à jour à ce sujet sur le site Internet de Koskie Minsky : <https://kmlaw.ca/cases/wabushrepcounsel/?lang=fr#developments>

Nous nous excusons pour la gêne occasionnée. Le Contrôleur, l'Agence du Revenu du Canada et Revenu Québec s'efforcent à résoudre ce problème le plus vite possible.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées,

KOSKIE MINSKY LLP



Andrew J. Hatnay

cc. Représentants nommés par la Cour
Barbara Walancik, Amy Tang, *Koskie Minsky LLP*